

RESPONSABILITÉ SOCIÉTALE DES ENTREPRISES (RSE) :

la démarche de l'UIMM au service de la performance globale industrielle des entreprises

29 novembre 2021



Le constat est clair : la RSE s'invite de plus en plus dans la vie des entreprises, notamment pour l'obtention des marchés publics et privés. Pour en faire un levier de compétitivité et d'attractivité, l'UIMM est engagée sur ce sujet au service des entreprises qu'elle représente en soutenant une approche de performance globale industrielle.

Démontrer que leur activité est économiquement durable sur le plan social, sociétal et environnemental devient incontournable pour de nombreuses entreprises.

En effet, les exigences commerciales s'accroissent : de plus en plus d'appels d'offres et de contrats commerciaux contiennent des clauses liées à la RSE ; les grands donneurs d'ordre questionnent, voire évaluent leurs chaînes d'approvisionnement (fournisseurs et sous-traitants), notamment via les organismes de notation RSE. Avec plus de 75000 entreprises évaluées pour le compte des professionnels acheteur de plus de 600 multinationales, ECOVADIS se place en position dominante sur le marché de l'évaluation RSE à l'échelle mondiale.

Et pour cause, les grandes entreprises sont soumises à de nombreuses législations en matière de RSE, qui évoluent et se renforcent, telles que la déclaration de performance extra-financière intégrant des informations sociales, sociétales et environnementales et le devoir de vigilance vis-à-vis de la chaîne d'approvisionnement. Par effet cascade, de nombreuses entreprises de la chaîne de valeur sont finalement contraintes de répondre indirectement à ces dispositions, via les questionnaires et évaluations des grands donneurs d'ordre.

Au-delà de ces exigences commerciales « RSE », **les TPE-PME ne sont pas oubliées non plus.** Le financement des projets d'entreprise est de plus en plus conditionné, voire bonifié par des engagements RSE. C'est le cas par exemple, du plan de relance économique post-Covid qui conditionne l'obtention des crédits par des exigences RSE (établissement d'un bilan simplifié des émissions de gaz à effet de serre, publication d'indicateurs sociaux, communication d'informations au CSE). La sphère financière investit les données extra-financières des entreprises, notamment via la finance durable, pour cibler les activités dites durables.

Les clients et les financiers ne sont pas les seuls à attendre des preuves de la prise en compte des enjeux RSE. **Les salariés** veulent travailler dans des entreprises partageant leurs valeurs en matière de prévention des risques, de préservation de l'environnement et de qualité de vie au travail, **les citoyens** se sont mobilisés à travers la convention citoyenne pour le Climat, **la jeunesse** milite pour un monde plus « vert », les accidents industriels mettent à mal l'image de l'industrie, etc.

LA RESPONSABILITÉ SOCIÉTALE DES ENTREPRISES (RSE) :

la démarche de l'UIMM au service de
la performance globale industrielle des entreprises



Pour l'UIMM, les entreprises industrielles ne sont pas les seules à devoir être invitées à s'engager dans la RSE. **La RSE ne fonctionnera que dans le cadre d'une réciprocité d'engagements**, y compris du monde de la finance, de l'Etat et des collectivités locales, du monde associatif. Par ailleurs, l'UIMM rappelle que les entreprises industrielles françaises contribuent très fortement à la RSE, comme Monsieur Jourdain faisait de la prose, par des dépenses sociales et environnementales que ne supportent pas tous leurs concurrents internationaux : dépenses de santé, montant de l'IS, versement transport, etc.

Sans remettre en cause la nécessité d'un certain engagement pour faire face aux enjeux sociaux et environnementaux d'aujourd'hui et de demain, l'impact concret sur les entreprises industrielles doit être bien évalué. En dépit de leur engagement et de leur capacité d'innovation réels, adapter une stratégie peut prendre du temps et nécessiter des financements en R&D, des investissements technologiques, le développement de compétences, etc.

Pour aider les entreprises à décrypter le paysage de la RSE et en faire un outil de performance globale industrielle, l'UIMM met en place une démarche RSE innovante, pragmatique et pro-industrielle.

Loin des grands concepts théoriques et moralisateurs, la RSE vue par l'UIMM est tout simplement une opportunité pour présenter **un projet d'entreprise** contribuant à une économie plus durable alliant performance économique et enjeux sociaux, sociétaux et environnementaux. Autrement dit, comment l'entreprise est-elle impactée ? Quelles sont les opportunités à saisir ? Que fait-elle déjà de bien ? Pour « décrocher » des marchés, attirer/motiver des collaborateurs, etc.

La crise sanitaire « Covid-19 » que nous venons de vivre est un très bon exemple de prise en compte des enjeux RSE. Elle s'est traduite par une adaptation rapide et efficace pour **sécuriser les lieux de travail**, fabriquer des masques et des respirateurs, maintenir l'activité pour que continuent à fonctionner les activités essentielles à la nation et notamment le système de santé. **Cela s'est concrétisé** par la mise en place de plans de continuité d'activité **dont la profession a proposé un modèle.**

Plus largement, la RSE peut être un levier pour gérer une situation de crise, une évolution de contexte, ou gérer les risques en général, de quelques natures qu'ils soient : le changement climatique, les évolutions réglementaires (économie circulaire, décarbonation ...) par une anticipation et une adaptation de la stratégie.

La démarche RSE de l'UIMM au service de la performance globale industrielle.

Concrètement, dans un premier temps, l'UIMM a participé avec la FIM, via l'Union de normalisation de la mécanique, à un **référentiel normatif officiel (FD E 01-001)**, adopté en septembre 2014 avec la participation des parties prenantes (syndicats, ONG, universitaires ...). Ce référentiel est une déclinaison officielle de la norme ISO 26000, pro-industrielle et **calibrée pour les PME industrielles du secteur.**

LA RESPONSABILITÉ SOCIÉTALE DES ENTREPRISES (RSE) :

la démarche de l'UIMM au service de
la performance globale industrielle des entreprises



À partir de ce document de référence officiel, l'UIMM et les UIMM territoriales ont ciblé les enjeux pertinents et concrets des TPE/PME en mettant au point une méthode et des outils.

L'objectif est de déployer la démarche, via les UIMM territoriales, qui pourront conduire à des **évaluations « sur site »**. **L'engagement RSE des entreprises doit être valorisable par la profession** auprès des « parties prenantes » internes et externes pertinentes.

La sortie de l'outil d'évaluation initiale, d'un niveau « généraliste » est prévue en novembre 2021. L'entreprise intéressée obtiendra une « charte d'engagement RSE », conditionnée par les résultats de l'évaluation. Un Manifeste, un kit de communication, des vidéos, etc. accompagneront le dispositif.

En pratique, 5 approches, déclinées en 25 enjeux, ont été retenues : Gouvernance/stratégie, Social/RH, Développement produits/marchés/services, Production et impact environnemental, Écosystème de l'entreprise.

En parallèle, **l'UIMM fait monter en compétences le réseau des UIMM territoriales** pour disposer de conseillers référencés prêts à déployer la démarche dans les entreprises. Se rapprocher des acteurs incontournables est également un objectif fort pour **valoriser et faire reconnaître la démarche RSE de l'UIMM**, en particulier auprès de ECOVADIS et des représentants de grands donneurs d'ordre qui verront leurs processus d'évaluation de leur chaîne de valeur facilités en s'appuyant sur un référentiel de qualité.

L'enjeu pour la branche est de faire de notre industrie un acteur reconnu pour son engagement et sa contribution aux enjeux sociaux, sociétaux et environnementaux, sans perdre de vue sa performance économique et sa pérennité. L'UIMM se fera le porte-parole des entreprises pour valoriser leurs avancées.

